N° 3623 — 10e Année — CINQ CENTIMES — Jeudi 19 Mai 1898

RÉDACTION & ADMINISTRATION : ROUBAIX, 65, rue des Fabricants (près la place du Trichon) TOURCOING, rue VERTE, 56

PRIX DES ABONNEMENTS
ROUBAIX-TOURCOING
Trois mois, 4 fr. 50. — Un an, 18 fr.
Nord et départements limitrophes
Trois mois, 6 francs. — Un an 24 francs.

LE PETIT RÉPUBLICAIN DE ROUBAIX-TOURCOING

PRIX DES ANNONCES
ANNONCES . . . . . 0 fr. 25 la ligne
RECLAMES . . . . . 0 fr. 50
FAITS DIVERS . . . . . 0 fr. 75
LOCALES . . . . . 1 fr. 00

Les annonces seront reçues aux bureaux du journal, à Paris, à l'Agence Havas place de la Bourse, 10.

Journal Républicain Quotidien

Téléphone

UNE CARTE à étudier

Nous donnerons vendredi matin, à la quatrième page du journal, une carte faisant connaître l'augmentation des biens immobiliers connus des

CONGRÉGATIONS RELIGIEUSES

Au moment où les électeurs sont appelés à émettre leurs avis, à formuler leur volonté sur l'orientation qu'il faut donner à la République, nous ne pouvons leur mettre meilleur document sous les yeux, pour les instruire de ce qui pourrait arriver si le Pape devenait le vrai chef de la France.

Ils constateront qu'en 18 ans, l'envahissement du sol français par les congrégations a été constant, et qu'il constitue un danger pour la société civile.

Avant de voter, le 22 mai, ils jetteront encore un regard sur cette carte, et ils sauront quel bulletin ils doivent déposer dans l'urne : le bulletin pour les candidats républicains ennemis des compromissions avec la droite, les *ralliés*, le clergé, le Pape.

AVEUX DE DÉFAITE

Les *partis de réaction ou de conservation*, forme qui équivaut à la réaction même, groupés sous la houlette de M. Méline, ont été passablement échaudés au premier tour ; ils redoutent encore plus le second tour. La vieille et bonne discipline républicaine, qui a déjà donné maint témoignage de son utilité le 8 mai, pourrait se manifester avec plus d'éclat encore le 22. Aussi la perspective d'une majorité réformatrice et d'un vrai gouvernement républicain, succédant avant peu à celui de M. Méline, excite, dès à présent, au plus haut point, les susceptibilités de la droite !

La mauvaise humeur des organes du grand rallieme nt ne cherche pas à se dissimuler. Elle se révèle par des arguments typiques, qui ne font pas, il est vrai, grand honneur à la perspicacité de ceux qui les emploient, mais qui nous montrent combien ils sont touchés au vif ! Ainsi voilà M. L. Desmoulins qui voit déjà M. Léon Bourgeois installé au pouvoir, avec un cabinet de « radicaux-socialistes » ; il en frémit, comme de juste, et il fait part de ses alarmes patriotiques aux lecteurs de l'un des plus importants journaux du ralliement.

M. Desmoulins est un Français et journaliste patriote, comme tous les Français et tous les journalistes de France. Nous ne nous permettrions jamais de reprocher à nos contradicteurs un manque de délicatesse sur les questions qui intéressent le patriotisme. Tout le monde est *patriote, en tous pays, et en France surtout*. Et ceux qui, par affectation d'esprit frondeur, ou par recherche de la singularité, se plaisent parfois à soutenir des paradoxes *sur ce point*, en temps de paix, sont les premiers à courir aux armes, aussitôt que paraît le péril.

Ainsi, il faut toujours considérer et déclarer que le patriotisme est commun à tous les partis, qu'ils sont nos égaux en cela, et ne peuvent point se différencier par là. On repousse, de prime abord, cette hypothèse abominable qu'il pourrait y avoir en France des Français sans amour, sans fidélité et sans dévouement pour la patrie française. Mais ce fondement de toute discussion politique établi, on peut demander alors comment il se fait qu'un contradicteur vienne jeter, dans un débat électoral, des arguments empruntés à la politique extérieure.

M. Desmoulins écrit que la perspective d'un cabinet Bourgeois « pourrait nous être très préjudiciable et deviendrait peut-être mortelle pour notre pays, si la paix du monde était prochainement et brusquement troublée ? » Il a dit : « mortelle » oui, vraiment, il n'a pas hésité à dire à ses lecteurs qu'un cabinet républicain pourrait devenir « la mort » de la France, parce que ce cabinet ne plairait pas à M. Desmoulins et à ses amis !

Or, l'emploi et la mise en œuvre d'une argumentation de ce genre est très grave ; il n'en est même pas de plus grave et qui *pourrait donner au dehors une idée plus* médiocre des Français et de leur sentiment national.

Aussi elle est pour nous le signe du profond désarroi électoral de nos adversaires, qui ne savent plus de quel bois faire flèche, et qui jettent bien à tort, et au grand préjudice de leur propre parti, les plus misérables arguments dans la lutte.

Allons-nous prendre texte de là pour rappeler la conduite du ministère Bourgeois dans nos affaires extérieures, la position ferme et si sage qu'il a prise en telle ou telle circonstance ? Certainement non ! Il ne s'agit point de cela, il s'agit d'un second tour de scrutin, où nos adversaires proclament déjà leur défaite éclatante par l'imprévu et la fantaisie de leurs arguments, qui seraient odieux s'ils n'étaient pas seulement d'une incroyable légèreté.

La réaction anti-républicaine et anti-démocratique s'est malheureusement servie de la politique extérieure depuis vingt-cinq ans et même depuis un siècle, pour combattre l'établissement des institutions libres dans notre pays.

Les classes dirigeantes de l'ancien régime ont souffert cruellement dans leur amour-propre, quand elles ont vu la démocratie se mettre à l'étude et à la pratique des affaires extérieures, tout aussi *bien, et même beaucoup mieux* et plus sérieusement que les marquis et seigneurs de cour. Elles se sont crues dépouillées d'une prérogative qui leur appartenait par droit de naissance et d'éducation. Aussi, pendant combien d'années, avec quelle opiniâtreté n'a-t-on pas soutenu que la République n'aurait jamais d'alliance ? Elle en a pourtant, et même une *très grande et très illustre*. Le gouvernement républicain s'est montré, au dehors comme au dedans, capable de remplir toutes les parties de la tâche complexe d'un grand gouvernement national.

Voilà ce qui vexe les monarchistes. Mais nous n'insistons pas davantage ; nous disons seulement que la politique de M. Méline nous a conduits et définitivement dispersée dimanche prochain, comme en témoignent les mauvais arguments de ses défenseurs affolés.

Hector DEPASSE.

OPINION DE LA « DÉPÊCHE » *sur les coalitions politiques*

Nous ne pouvons nous empêcher de sourire quand nous voyons certains écrivains invoquer l'incompatibilité des doctrines en matière de coalitions politiques.

Notre histoire de France est pleine de souvenirs de coalitions qui n'ont point pesé sur la mémoire de ceux qui les ont entreprises.

François Ier s'unit avec le Grand-Turc contre l'Empereur, et c'est de cette époque que date notre influence en Orient.

Richelieu, en même temps qu'il écrase les huguenots à la Rochelle, fait alliance avec les protestants de Suède et d'Allemagne.

Dès le début de la Restauration, les anciens bonapartistes s'unissaient avec les débris du parti républicain pour combattre le gouvernement.

Berryer est élu à Marseille grâce à l'appui de tous les adversaires de la monarchie de juillet.

. . . . . .

Les catholiques allemands **en assurant** *dans certaines circonscriptions* **le succès des socialistes** *contre les candidats bismarckiens* **ne sont pas devenus socialistes.**

(Extrait de la *Dépêche* du 30 octobre 1891.)

Échos et Nouvelles

Les brasseurs en Angleterre. — Il y a en Angleterre et dans le pays de Galles 8,022 brasseurs, contre 115 en Ecosse et 39 en Irlande. Du 1er octobre 1896 au 30 octobre 1897, le Royaume-Uni a exporté 476,000 barriques de bière.

.·.

Les tunnels du monde. — Ils sont au nombre de 1117. Leur longueur totale est de 820 kilomètres. Les plus grands sont celui du St-Gothard, 16 kilom., et celui du Mont-Cenis, 13 kilom.

.·.

Arc-en-ciel lunaire. — M. Chaltin, officier belge en mission au Congo, a observé à Redjaf-Lado un arc-en-ciel lunaire, très rare sous toutes les latitudes, le 17 avril à 8 heures du soir. Il a duré une demi-heure.

.·.

Une ordonnance d'il y a 6,000 ans. — Cette ordonnance, une « solution contre la chute des cheveux » a été signalée par le professeur A. Macalister de Cambridge. Elle avait été imaginée par la mère du roi Chah, second roi de la 1re dynastie égyptienne, 4,000 ans avant J.-C.

.·.

La durée d'un rail. — Il y a peu de temps, on déplaçait une voie de garage sur la section du Strattsville Jn « Baltimore and Ohio Railroad », on remarqua que plusieurs rails portaient la date de 1863 ; ils étaient encore en excellent état.

.·.

L'intelligence des bêtes. — La petite outarde de Numidie a un moyen ingénieux de ne pas s'abandonner complètement au sommeil. Elle tient dans une de ses pattes une pierre suspendue au-dessus de son autre patte. Quand elle cède au sommeil la pierre qui s'échappe la réveille aussitôt.

.·.

Un homme en hocaux. — Au National Museum de Washington, on peut voir, dans une rangée de hocaux de dimensions diverses, un homme du pédiomorphe, 154 livres, décomposé chimiquement.

.·.

La vente du *Chat Noir*, qui a commencé hier, n'a pas tenu jusqu'ici ce qu'elle promettait.

La portrait de *Pierrot* du peintre Heindbrinck n'atteint que 210 fr. ; la *Fête des Fous*, de Pagès, a été adjugée à 300 fr., alors que l'expert demandait 800. L'*Apothéose des Chats*, ce véritable chef-d'œuvre du maître moderne, a été adjugé à 1,020 fr. ; le *Pavoe Dominic*, de Willette à 3,500. Le *Chat Noir* et *Fête dérie Mistral*, du même, n'atteint que 145 fr., et la *Mort de César*, d'Henri Pille, que 280 fr.

.·.

Toujours aimé de M. Fernand Lafargue est une exquise et dramatique étude de la fidélité morale de la femme à un premier aimé. Les femmes mariées sans amour, qui sont restées dans le devoir de la fidélité matérielle, s'enthousiasmeront de la noblesse d'âme de l'héroïne de Toujours aimé, tout en excusant son perpétuel adultère de pensée, si chaste et si subtil !

Les conséquences du culte du devoir, gardé par une femme honnête à un amour avouable de sa jeunesse sont, à la fois, si naturelles et si inattendues que nous publierons à ce nouveau roman de l'auteur d'*Une Seconde femme* un vif succès de curiosité féminine.

La bataille électorale

Dans son beau discours de Marcq-en-Barœul, dont les idées élevées n'ont point été comprises des rédacteurs de l'*Echo du Nord* et de la *Croix*, M. Mesureur a admirablement précisé le caractère de la lutte engagée aujourd'hui.

« Nous ne serons libres, a-t-il dit, que lorsque nous serons définitivement affranchis de la nouvelle aristocratie industrielle et financière qui s'est constituée dans notre pays, et qui, avec l'aide et pour le grand profit de l'Eglise, prétend nous imposer sa domination. »

Et l'éloquent orateur a ajouté :

« Les ouvriers veulent bien être des travailleurs probes et laborieux, mais ils entendent, une fois leur tâche accomplie, reconquérir leur liberté de penser, de voter selon leur conscience, et ne plus être soumis à la tutelle et à l'oppression patronales. »

Oui, M. Mesureur a *en la claire vision de ce* qui se passe dans notre région.

L'aristocratie industrielle préfend traiter ses ouvriers, comme autrefois les nobles leurs serfs. La liberté de conscience du travailleur, ses droits de citoyen : tout cela appartient au gros patron. On organise Notre-Dame de l'Usine, on fait exercer par des sœurs la surveillance dans les ateliers, on emploie tous les moyens pour *asservir l'ouvrier* : la persuasion et la contrainte, la menace et la corruption.

Dans les usines cléricales de Tourcoing, on promet aux ouvriers que si M. Masuret est *élu* dimanche, on ne travaillera pas lundi et que la journée sera cependant payée.

Dans les ateliers de MM. Sion et Vienne, on a organisé samedi une fête en l'honneur d'un ouvrier médaillé ; et la *Croix* raconte que les convives ouvriers de l'établissement trouvèrent dans leur verre une bourse *tricolore* bien gonflée. Et, ce que la *Croix* oublie de dire : à la bourse tricolore était joint un papier où étaient écrits ces mots : vive Masuret !

On ne peut se faire une idée de la pression éhontée à laquelle se livrent les cléricaux dans la circonscription électorale de Tourcoing. Et malheur aux ouvriers qui oseraient protester et se permettraient de faire observer qu'ils sont des hommes libres et non des esclaves. L'expulsion de l'atelier aurait vite fait de punir cette velléité d'indépendance. On supprimerait immédiatement *à ce rebelle son gagne-pain, celui de* sa femme et de ses enfants.

Et les cléricaux s'étonnent de la véhémence de notre indignation ! Et ils nous reprochent d'exciter à la lutte des classes !

Les insensés, ne comprennent-ils pas que la lutte des classes, c'est eux qui la créent et l'organisent ? Ne devinent-ils pas la sourde colère qui gronde au cœur de ces travailleurs ainsi *opprimés, humiliés, menacés dans leur existence* même ?

Ne voient-ils pas que ce sont ces persécutions et cette tyrannie qui jettent les travailleurs dans le collectivisme et en font des révolutionnaires ?

Le jour où ces révoltes longtemps contenues éclateront, et où le prolétaire prendra par la force cette liberté qu'on lui confisque aujourd'hui, leur aveuglement cléricaux regrettront, leur intolérance et leur aveuglement : mais il sera trop tard, et ils auront la responsabilité du conflit redoutable qu'il n'aura pas tenu aux républicains de prévenir et d'empêcher.

.·.

Le péril clérical est un péril imaginaire, nous dit l'*Echo du Nord*.

Et il s'écrie :

« Où voit-on que le cléricalisme menace aujourd'hui la République ? Où, *sinon ce les lois essentielles*, la grande conspiration dénoncée par quelques radicaux ? »

S'il était permis de discuter sérieusement avec l'Echo du Nord, nous lui demanderions s'il ne considère pas nos lois scolaire et militaire comme des lois essentielles de la République.

Or, que voyons-nous ? Des candidats républicains, comme MM. Barrois, Motte, Walrand, qui n'osent point prendre l'engagement de défendre ces lois essentielles.

Et les candidats soutenus aujourd'hui par l'*Echo* : MM. Masuret, Roger, fils, et Masuret, nettement, formellement hostiles à ces lois, dont ils s'empresseraient de décréter l'abrogation, s'ils en avaient jamais le pouvoir.

Oui, parmi nos conquêtes démocratiques, la plus essentielle, celle qui restera le grand titre de Jules Ferry et la reconnaissance de la démocratie : la loi scolaire est menacée.

C'est à la détruire que vise ce le moment tout l'effort des cléricaux.

Ils ont déjà obtenu l'adhésion de certains républicains à l'une de leurs revendications, qui, sous prétexte de traiter sur le même pied les *écoles congréganistes* et les *écoles communales*, a pour but réel de supprimer ces dernières.

Et nous verrons, si nous n'y prenons garde, cette prétendue mesure de « justice-égalité » se généraliser. Et le prêtre s'introduira dans l'école, en apparence pour y enseigner le catéchisme, en réalité pour essayer d'imposer au maître son contrôle et sa domination.

Supposons, *à Echo du Nord*, une majorité de *Barrois et de Loyer, de Roger et de Masuret*, à Chambre. Et dites-nous ce que deviendraient les lois essentielles de la République : la loi scolaire et la loi militaire ?

Mais, nous sommes bien tranquille : vous *rêvez* comme vos amis Barrois et Masuret : vous ne répondrez pas.

.·.

M. Roger fils a de bien maladroits amis. Et *l'Echo du Nord* est du nombre.

Dans son zèle de clérical néophyte, *l'Echo* ne s'avise-t-il pas d'interpréter la lettre de M. Tribourdaux comme une invite à ses électeurs de favoriser la candidature *Roger fils* ?

La manœuvre peu scrupuleuse de ce journal se retournera contre son candidat, car elle nous fait un devoir de déclarer, non seulement en notre nom, mais en celui de notre vaillant ami, que jamais les républicains progressistes de la troisième circonscription n'ont en la pensée d'aller à la réaction.

Et ce ne sont pas les flagorneries intéressées et un peu tardives de l'*Echo* et de la *Dépêche* à l'adresse de M. Tribourdaux qui pourront avoir aucune influence sur son attitude.

Avant le 8 mai, M. Tribourdaux était un radical-socialiste. La *Dépêche* le représentait comme faisant le jeu des collectivistes. Elle ne lui ménageait point les *appréciations les plus* malveillantes et les plus désagréables.

Aujourd'hui, le voilà redevenu « l'honorable conseiller général du canton-Est. » On rend hommage à son caractère et à ses convictions.»

Et l'*Echo du Nord* daigne reconnaître en ce socialiste d'hier un « vieux républicain. »

Comment a-t-on pur le plomb s'est-il changé ?

C'est ce que demanderont les électeurs. Et leur réponse ne sera guère à l'honneur de la sincérité et de la bonne foi des journalistes cléricaux.

M. Tribourdaux, avons-nous besoin de le dire, est aujourd'hui ce qu'il était hier, un républicain et un démocrate qui n'a point l'intention de se prêter aux manœuvres cléricales.

Par sollicitation pressantes, dit l'*Echo*, ont été *faites auprès de lui pour le déterminer à se* désister en faveur de M. Sever. C'est faux. Et nous mettons l'*Echo* au défi d'indiquer de qui sont venues ces sollicitations.

Les seules sollicitations qui aient été faites auprès de M. Tribourdaux l'ont été par les amis de M. Roger fils, qui demandaient un mot, une indication, si que fût-elle, en faveur de celui-ci. M. Tribourdaux a formellement refusé.

Si les feuilles cléricales le désirent, nous préciserons.

Quant aux prétendus amis de M. Tribourdaux, qui *faisaient partie de son comité électoral*, et qui « apportent leurs encouragements à M. Roger fils », nous mettons l'*Echo* au défi d'en citer un seul.

Tous les membres du Comité républicain progressiste protestent avec indignation contre ce mensonge de l'*Echo du Nord*.

Et nous apprenons que beaucoup de républicains, qui avaient résolu de s'abstenir dimanche prochain, ont résolu, en présence de cette *odieuse manœuvre, de prendre part au scrutin* et de voter, migré tout, pour M. Sever.

Voilà le résultat qu'aura obtenu l'*Echo*.

N'avions-nous pas raison de dire que M. Roger fils a de bien maladroits amis ?

Georges ROBERT.

Encore un prisonnier

M. Moché, candidat socialiste dans la 1re circonscription du Havre, qui n'a obtenu que 4,482 suffrages contre 7475 au candidat républicain, M. Debève, n'a pas cru devoir passer de l'autre côté du tableau faite par le désistement pur et simple du clérical Morel. Il n'a pas voulu recueillir les voix réactionnaires, et il adresse aux électeurs la lettre suivante :

Citoyens,

Par 4032 voix, vous avez dimanche dernier affirmé votre foi républicaine socialiste sur mon nom. Vous me, vous avez donné mandat de protester contre les injustices sociales et contre l'impuissance de nos gouvernants de faire et d'appliquer les lois protectrices du travail, en face des exigences absurdes du capital.

Je n'ai qu'à vous assurer de mon ardente sympathie.

Je remercie les ceux qui soit par leur argent, soit par leur dévouement désintéressé, m'ont apporté leur concours dans cette grande lutte électorale.

Devant l'instance qui nous est faite, et vu les 7475 voix obtenues par le candidat républicain progressiste, d'accord en cela avec le comité, j'ai pensé que dans l'intérêt de la République il était de mon devoir de me retirer.

Camarades, vous avez le 8 mai dernier affirmé votre foi socialiste. L'union de tous les travailleurs s'impose, pour la conquête de nos droits et de notre liberté.

Vous ne faliriez pas à votre devoir, vous me serviriez toujours prêt à faire aboutir nos revendications dans la mesure de nos forces, pour le triomphe de la République sociale.

A. MOCHÉ.

En reprochant cette lettre, l'*Echo Douaisien* proclame que M. Debève est devenu le prisonnier, le complice des collectivistes.

M. Debève n'est cependant pas un faronche radical, un affreux sectaire comme M. Dron. C'est un républicain modéré, que l'*Echo du Nord* a soutenu et a même cherché à accaparer.

Alors, quoi ! Tous les républicains sont-ils devenus les prisonniers et les complices des collectivistes ?

L'*Echo du Nord* devrait bien nous renseigner à ce sujet. Et, par la même occasion, voudrait-il nous dire — lui et la *Dépêche* — ce qu'ils pensent de l'attitude du réactionnaire Mercier, qui continue la campagne, dans la 1re circonscription d'Avesnes, contre notre ami M. Guillemin ?

Le candidat socialiste, M. Roussel, s'est désisté. Et M. Mercier, qui est cependant arrivé troisième, mendie les voix collectivistes, pournous servir de l'expression des journaux cléricaux, afin d'essayer de battre contre M. Guillemin.

Allons, *Echo du Nord*, allons *Dépêche*, et autres *Croix* : que pensez-vous de votre ami M. Mercier ?

Voilà un bon clérical, celui-là, prisonnier et complice des collectivistes.

Oserez-vous le désavouer ?

.·.

Le *Temps* paru samedi soir publie la note suivante :

Dans la 1re circonscription d'Avesnes, M. Roussel, socialiste, maire d'Ivry, se retire en engageant les électeurs à assurer le défaite de l'opportuniste, *candidat de votre gouv* M. Mercier, clérical, contre M. Guillemin, député sortant.

Aussitôt qu'il a eu connaissance de cette note, M. Roussel a télégraphié de Paris pour la démentir. Les cléricaux d'Avesnes qui l'ont probablement adressée au journal parisien en seront pour leur misérable manœuvre.

G. R.

LE CARNET D'UN CITADIN

Il paraît qu'une nouvaine est organisée au profit de MM. Loyer, Roger, Masuret, Renard et Thellier de Poncheville.

Cette neuvaine a pour but d'obtenir l'intervention céleste dans le scrutin de ballottage.

Les *Croix* qui recommandent ce moyen d'action indiquent aux fidèles la manière de s'y prendre pour produire une active propagande électorale par le moyen suivant :

Il faut tous les jours *faire célébrer* une messe « pour le bon résultat des élections ».

Puis à ce système pas du tout gratuit, on peut ajouter les exercices suivants :

Réciter chaque jour (nous citons la *Croix*) :

Le chapelet en le Veni Creator ;
Les litanies de la Sainte-Vierge ;
Le Pacea Domine (trois fois), et les Invocations ;
Cœur Sacre de Jésus, ayez pitié de la France.
Notre-Dame du Salut, prier pour la France.
Saint Michel Archange, prier pour la France.
Saint Joseph, prier pour la France.
Saint Pierre et Saint Paul, prier pour la France.
Saint Martin, prier pour la France.
Saint Louis, prier pour la France.
Saint Antoine de Padoue, prier pour la France.
Saints Radegonde, prier pour la France.
Saints et Saintes, patrons et protecteurs de la *France*, prier pour la France.

Les recommandations des *Croix* nous paraissent maladroites car elles vont susciter certainement des jalousies dans les régions paradisiaques.

Nous voyons bien qu'on sollicite l'intervention de St-Martin, de St-Antoine de Padoue, de *Sainte-Radegonde*, de St-Joseph et de quelques autres, mais nous nous mettons à la place des nombreux saints non invoqués, considérés par conséquent, comme des quantités négligeables.

Ce qu'ils doivent être vexés !!!

Ils sont capables par dépit, de soutenir les *candidats républicains*.

Seigneur ! éloignez de la *Croix* ce calice !

.·.

Dans sa lettre aux électeurs de la première circonscription de Valenciennes, M. Léon Renard nécrit :

« Vous avez vu par les résultats du scrutin, combien la propagande radicale et socialiste a *fait de progrès parmi nos populations labo*rieuses ».

M. Léon Renard ferait bien de se mettre d'accord avec les journaux cléricaux qui patronnent sa candidature.

Ces derniers ne font que chanter victoire et tous les matins, ils enterrent le parti radical dont ils constatent l'anéantissement.

C'est à n'y rien comprendre.

Ou le parti radical est anéanti et alors il ne progresse pas.

Ou il progresse et dans ce cas il n'est pas anéanti.

Par conséquent, M. L. Renard se trompe... à moins que ce ne soient les journaux cléricaux.

Le scrutin du 22 mai démontrera très certainement que M. Léon Renard, homme à nez creux et aux sentiments intuitifs a vu juste. Et son échec prochain se greffera sur cette circonstance atténuante : qu'il aura expliqué d'avance les raisons de la veste dont le suffrage *universel est en train de lui prendre mesure*.

.·.

Dans la 3e circonscription de Lille, M. Paul Rogez fait appel à *la discipline républicaine* (nos cléricaux ont tous les toupets) pour capter les voix qui se sont portées au premier tour, sur l'honorable M. Tribourdaux.

Et après avoir, huit jours avant, daubé à bras raccourcis sur le républicain progressiste qui barrait la route à ses ambitions juvéniles, le voici maintenant qui devient tout sucre et tout miel.

M. Tribourdaux, s'écrie-t-il, la main sur le *cœur, les yeux tournés vers le ciel*, « est un adversaire à la loyauté duquel je rends hommage. »

Cette déclaration tardive et d'un désintéressement transparent mériterait d'être accompagnée en sourdine par le serpent d'église qui soutient de ses sons harmonieux le chant de la *Marseillaise* à la fin des réunions publiques organisées par le parti clérical !

C'est à *mourir de rire !*

E. L. B.

La défense de nos colonies
ET DU LITTORAL FRANÇAIS

L'attitude malveillante que l'Angleterre et les Etats-Unis observent à l'égard de la France, les incidents qui se sont produits ces jours derniers à la Martinique et, plus récemment encore, le discours agressif prononcé par M. Chamberlain *ont attiré l'attention du gouvernement sur l'état* dans lequel se trouvent actuellement, au point de vue de la défense, nos colonies lointaines et notre littoral de la mer du Nord, de la Manche, de l'Océan et de la Méditerranée.

A la vérité, on ne redoute pas qu'une guerre prochaine nous mette aux prises avec l'Amérique ou le Royaume-Uni, encore moins avec ces deux nations coalisées, mais comme tout est possible cependant, comme il faut prévoir toutes les éventualités, le gouvernement avait pour devoir de se préoccuper d'une question si importante et de prendre les mesures de précaution nécessaires.

En ce qui concerne les colonies, les ministres compétents ont reconnu que le système adopté pour leur défense était loin d'offrir des garanties suffisantes.

Non seulement les travaux accomplis dans nos colonies ne répondent plus aux exigences de la *guerre moderne*, aux *formidables* moyens de destruction que les puissants cuirassés d'aujourd'hui ont à leur disposition, mais les faibles garnisons qui se trouvent dans ces colonies et surtout la troupe qui les composait sont un danger permanent pour leur sécurité.

A la Guadeloupe notamment, c'est-à-dire aux Antilles même, sur le théâtre de la guerre, il n'y a plus cette année, en vertu du budget voté sur la proposition de M. André Lebon, aucune *garnison européenne* et la défense de l'île est assurée uniquement par des troupes indigènes.

En outre, dans toutes nos colonies — sauf l'Algérie — ce sont les gouverneurs civils qui, sous la direction du ministre des colonies, sont chargés et responsables de la sécurité intérieure et extérieure. Ce système, contraire à nos lois organiques militaires, a été institué le 3 février 1893, par un simple décret.

Dans la métropole, nos côtes ne sont pas mieux protégées. Nos ports de guerre, nos grands ports de commerce, le littoral lui-même principalement celui du Cotentin, n'ont pour les protéger que des travaux défensifs, insuffisants d'empêcher soit un bombardement, soit même une tentative de débarquement.

Après avoir mûrement étudié la question, le gouvernement a pris d'urgence quelques mesures provisoires qui devront être complétées à la rentrée par le Parlement.

Pour les colonies, il serait question d'abroger le décret du 3 février 1893 et de replacer la défense sous l'autorité du commandant des troupes d'occupation.

Pour les côtes de France, leur protection ne se trouverait, après désarmement accordé à la fois par le ministre de la guerre et le ministre de la marine, mais uniquement par ce dernier. Dans ce but, les troupes d'infanterie de marine seraient distraites de la composition des corps d'armée devant concourir, en cas de mobilisation générale à la défense de nos frontières terrestres et le ministre de la marine pourrait en disposer pour couvrir nos côtes.

Enfin, on demanderait aux Chambres d'organiser sans délai l'armée coloniale dont le plan est à l'étude depuis plusieurs années, et différents projets seront soumis dès la rentrée au Parlement par le général Billot et l'amiral Besnard. Si, comme on le dit, le ministère Méline se retirait, l'initiative en serait prise soit par le cabinet suivant, soit individuellement par des députés appartenant au groupe colonial et au groupe des ports. De toute façon, une des premières tâches qui incomberont à la Chambre de 1898, sera *d'assurer par des mesures efficaces* la défense de nos colonies et de nos côtes. Pour l'accomplir, les nouveaux élus sauront, nous n'en doutons pas, s'inspirer de leur amour de la France et des grands intérêts de la Patrie.

T. H.

Nos Dépêches
Par Fil Téléphonique spécial

GUERRE
ENTRE l'Espagne et les Etats-Unis

AUX ÉTATS-UNIS
Appel des volontaires

Le *Laffan Bureau* nous communique la dépêche suivante :

New-York, 17 mai. — Un bill est en préparation autorisant un second appel de 50,000 volontaires, chiffre qui pourra être porté jusqu'à 200,000.

Le capitaine Dorst est de retour à Tampa. Il dément que son expédition sur la côte de Cuba ait échoué, car il a pu débarquer plus de 4 mitrailleuses des émissaires qui, bien escortés, ont pénétré dans l'intérieur avec d'importantes dépêches pour les insurgés.

La destruction des correspondances
à l'adresse de l'Espagne

Madrid, 17 mai. — *Les lettres dirigées sur* l'Espagne, même celles contenant des valeurs, sont arrêtées et détruites à New-York.

Cette atteinte à la propriété privée cause ici une vive indignation et les journaux demandent qu'on exerce des représailles contre les Américains résidant en Espagne, qui ont été très respectés jusqu'à présent.

La tactique navale des Espagnols

On est dérouté à Washington par les mouvements mystérieux de l'escadre de l'amiral Cervera, sur laquelle le secret a été gardé jusqu'à présent. Le gouvernement des Etats-Unis, *adoptant à son tour le même système*, vient d'interdire rigoureusement la transmission de toutes informations relatives aux mouvements des escadres américaines.

La tactique de celles-ci semble être aujourd'hui d'*éloigner* les escadres de concentration dans les eaux cubaines, que les Américains croient être le réel objectif de l'escadre espagnole. Ils pensent que celle-ci cherche quelque'un des ports de Santiago-de-Cuba ou de Cienfuegos, ou enfin de la Havane, pour *débarquer des* vivres et des munitions dont elle est, paraît-il, abondamment chargée.

Dans cette hypothèse, l'amiral Sampson que l'on signalait hier au Cap-Haïtien se serait engagé dans le détroit de Windward, tournerait la pointe orientale de Cuba et gagnerait Cienfuegos pour interdire les approches de la côte sud de l'île à l'amiral Cervera.

Pendant ce temps, le commodore Schley surveille de Key-West le canal de Yucatan et les abords de la Havane. En même temps, il se tient prêt à couvrir au besoin les côtes américaines que son départ d'Hampton Roads a considérablement dégarnies depuis la Floride jusqu'au nord, où une autre escadre volante, sous le commandement du commodore Howell, est ancrée à Princeton.

Le mouvement de l'amiral Sampson vers Cuba laisse libre les eaux de Porto-Rico, qui pourrait bien être le réel objectif de l'amiral Cervera, car c'est là qu'existe le principal dépôt de charbon de l'Espagne dans les Antilles. On a dit qu'il y en avait 80,000 tonnes à San-Juan, ce qui assurerait une excellente base d'opérations et de ravitaillement pour l'amiral espagnol, appuyé sur la place forte des Antilles, la plus importante après la Havane, et il est donc fort possible qu'après avoir dessiné un mouvement vers Cuba, vid Curaçao, pour y attirer dans cette direction les escadres américaines, l'amiral Cervera se dirige vers un tout autre point. Le gouverneur général de Cuba a agi, d'ailleurs, tout à fait d'accord avec cette tactique, en stipulant dans son ultime sortie, cinq navires américains devant la Havane.

Une seconde escadre espagnole

On signale de nouveau de la Martinique des navires espagnols, ce qui a donné aux Etats-Unis l'impression qu'une seconde escadre espagnole serait arrivée dans les eaux des Antilles par une tactique aussi mystérieuse et aussi adroite que celle qui provoque à Washington même et en Angleterre, quelque désespoir pour l'amiral Cervera.